



Assemblée
parlementaire
de la Francophonie

1^{er} semestre | **RAPPORT
D'ACTIVITÉ** | **2025**

Bureau de Paris (France)
9 juillet 2025

LE MOT DE LA DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

UNE NOUVELLE ÉNERGIE POUR LA FRANCOPHONIE PARLEMENTAIRE

L'année 2025 marque un moment fort pour notre institution : notre cinquantième session. C'est une étape symbolique, mais surtout une occasion de confirmer avec force ce que nous portons collectivement : une Francophonie parlementaire vivante, inclusive, moderne et ancrée dans l'action.

Depuis l'adoption de notre cadre stratégique en 2022, structuré autour de cinq ambitions majeures, nous avançons avec méthode et enthousiasme pour faire de la Francophonie un levier de solutions concrètes aux défis de notre temps.

C'est avec humilité, mais aussi avec une énergie résolue, que j'ai pris mes fonctions de Déléguée

générale début 2025, succédant à Bruno Fuchs. Aux côtés du Président Hilarion Etong et des membres du Bureau, j'ai à cœur de m'inscrire dans la continuité de ce qui a été construit, tout en impulsant une dynamique nouvelle.

Cette dynamique repose sur une conviction profonde : la Francophonie parlementaire ne peut se contenter d'être héritière, elle doit aussi être pionnière. Elle doit rester fidèle à ses valeurs fondatrices tout en s'adaptant aux mutations du monde : crises géopolitiques, transitions démocratiques, fractures numériques, montée des périls climatiques, aspirations des jeunesses.

Notre action en 2025 reflète cette tension féconde entre fidélité et innovation.



Renforcer notre voix sur la scène internationale

Face aux crises qui secouent notre époque, l'APF a confirmé son rôle de médiateur lucide et respecté. La mission de bons offices menée en RDC et au Rwanda, à la suite de la résolution adoptée à Montréal, a démontré la capacité de notre diplomatie parlementaire à s'inscrire dans des processus de paix exigeants, aux côtés des acteurs régionaux et de l'OIF.

Notre voix s'est également faite entendre dans les enceintes multilatérales les plus prestigieuses : à l'Union africaine, à l'ONU, ou encore à l'Union interparlementaire à Tachkent, où nous avons porté les préoccupations francophones sur la justice climatique et le développement social.

À Dublin, nous avons engagé un dialogue prometteur en vue d'une future adhésion. En Asie, en Europe de l'Est, dans les Caraïbes ou au Moyen-Orient, notre action s'inscrit dans une écoute attentive des dynamiques locales et une volonté sincère de construire des ponts.

*
* *

Proposer des solutions législatives concrètes

Nos travaux ont poursuivi la production de corpus législatifs utiles à nos sections : après le corpus sur le climat, notre attention s'est portée en 2025 sur la budgétisation sensible au genre, la protection des lanceurs d'alerte et la lutte contre la pollution plastique.

À travers ces outils, nous démontrons que les parlements peuvent être des incubateurs de solutions partagées et des artisans d'une gouvernance responsable. Nos formations à l'ingénierie législative, notamment au Sénégal avec l'Université Senghor et l'ASGPF, participent de cette dynamique.

*
* *

Investir dans la jeunesse et l'avenir

Notre engagement en faveur de la jeunesse s'est renforcé : le Réseau des jeunes parlementaires réuni à Québec a travaillé sur les liens entre climat, paix, entrepreneuriat et insertion. Mais au-delà des mots, ce sont les initiatives concrètes sur le terrain qui illustrent notre ambition : faire de l'APF un vecteur

d'émancipation politique, économique et sociale pour les nouvelles générations.

Avec des projets comme D-CLIC lancé en République du Congo, notre présence à eLearning Africa, et notre engagement sur la question des compétences numériques, nous affirmons aussi que la Francophonie doit être un espace d'innovation, d'inclusion et d'avenir.

*
* *

Moderniser notre institution et renforcer sa transparence

En interne, l'APF poursuit sa transformation. Nous modernisons nos pratiques, développons les formats hybrides et écoresponsables, diversifions nos partenariats, notamment avec les collectivités locales francophones, et affirmons une gouvernance plus ouverte. Les petits-déjeuners diplomatiques, les formations à distance ou encore le renforcement de nos réseaux régionaux en sont les preuves concrètes.

*
* *

Une Francophonie politique, vivante, connectée aux peuples

La Francophonie n'est pas une nostalgie, c'est une promesse. Celle d'un espace où la langue française est un passeport vers le savoir, la liberté, l'emploi, la culture et la paix. L'APF, dans ce cadre, incarne cette Francophonie politique à la fois fidèle à ses racines et capable de se réinventer.

Alors que s'annonce la cinquantième Session à Paris, je tiens à saluer l'engagement de chaque parlementaire, de chaque collaborateur, de chaque partenaire. C'est grâce à vous que notre Assemblée avance, avec rigueur et enthousiasme, au service des peuples francophones.

Ensemble, poursuivons cette ambition commune : porter une Francophonie qui écoute, qui agit, qui unit.

Amélia Lakrafi
Déléguée générale

SOMMAIRE

RENFORCER LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE 8

Participation de l'APF au sommet de l'Union africaine	10
Mission de diplomatie parlementaire en République d'Irlande en vue d'une adhésion à l'APF	12
Visite du ministre chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux	14
150 ^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP)	16
Mission de bons offices en République Démocratique du Congo et au Rwanda	18

APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE À L'ESPACE FRANCOPHONE EN INCITANT LES PARLEMENTS À CRÉER DES NORMES LÉGISLATIVES COMMUNES 20

Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO	22
Formation Geoffrey Dieudonné à destination des fonctionnaires parlementaires	24
Séminaire parlementaire sur les changements climatiques	26
Commission de la condition de la femme de l'ONU	28
Formation Geoffrey Dieudonné à destination des fonctionnaires parlementaires	30
Séminaire parlementaire sur l'élaboration d'un cadre législatif adapté à l'intelligence artificielle	32

RENDRE L'ESPACE FRANCOPHONE PLUS ATTRACTIF POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS 34

Lancement du programme D-clic	36
18 ^e conférence internationale Elearning Africa	38
Réseau des jeunes parlementaires	40
Réseau des femmes parlementaires	42
Table ronde parlementaire francophone « Législations pour l'océan »	44

CONSOLIDER LES FONDAMENTAUX CARACTÉRISTIQUES DE L'APF 46

Bureau de Can Tho	48
Conférence des Présidents de la Région Asie-Pacifique	52
Commission des affaires parlementaires	54
Conférence des Présidents de la Région Amérique	56
Commission des affaires économiques, sociales et environnementales	58
16 ^e conférence des Présidents de la Région Afrique	60
Commission de l'éducation, de la culture et de la communication	62
Sous-commission « Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies »	64
Commission politique	66
Séminaire de déploiement du corpus législatif relatif aux changements climatiques	68
Conférence des présidents de la Région Europe	70
31 ^e Assemblée régionale Afrique	72
11 ^e Assemblée régionale Asie-Pacifique	74

UNE INSTITUTION PLUS OPÉRATIONNELLE EFFICACE, ÉCORESPONSABLE ET TRANSPARENTE 76

Les petits-déjeuners avec les ambassadeurs francophones	78
Rencontre entre l'APF et l'AIMF	80



AXE 1

RENFORCER LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE



PARTICIPATION DE L'APF AU SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

ADDIS-ABEBA (ÉTHIOPIE)

BRUNO FUCHS (FRANCE)

ASSAN SEIBOU (BÉNIN)



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a pris part au 38^e Sommet de l'Union africaine (UA), organisé à Addis-Abeba (Éthiopie) le 16 février 2025, dans un contexte marqué par des tensions sécuritaires croissantes sur le continent. La délégation de l'APF était conduite par **Bruno Fuchs** (France), Délégué général, accompagné d'**Assan Seibou** (Bénin), Vice-président de la Commission politique.

L'APF a exprimé sa vive préoccupation face à la situation en République démocratique du Congo (RDC). Elle a rappelé son attachement au respect de l'intégrité territoriale de la RDC et à la relance des initiatives diplomatiques dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi.

La situation au Sahel, caractérisée par des transitions politiques complexes et une instabilité prolongée, a également fait l'objet d'échanges. L'APF a souligné la nécessité de renforcer le dialogue politique et d'accompagner les transitions en Afrique de l'Ouest. Elle a remercié le ministre togolais des Affaires étrangères, **Robert Dussey**, pour ses propos saluant l'action de l'APF et pour les perspectives de coopération qu'il a ouvertes.

L'APF a également reçu le soutien de plusieurs autorités africaines, dont le Président de la République du Congo, **Denis Sassou Nguesso**, en sa qualité de champion de l'UA pour la résolution des conflits. Un accord de principe a été donné pour organiser prochainement à Brazzaville une conférence internationale sur les médiations parlementaires et civiles. Cette conférence visera à promouvoir des approches endogènes de résolution des conflits, fondées sur le dialogue et l'implication des sociétés civiles.

Enfin, l'APF s'est félicitée de l'élection de **Mahamoud Ali Youssouf** à la présidence de la Commission de l'Union africaine. Diplomate djiboutien expérimenté, il a contribué à plusieurs processus de médiation sur le continent. Son élection s'inscrit dans la dynamique de l'Agenda 2063 de l'UA, axé sur la paix, le développement et la gouvernance.

MISSION DE DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE D'IRLANDE EN VUE D'UNE ADHÉSION À L'APF

DUBLIN (RÉPUBLIQUE D'IRLANDE)

ANNE LAMBELIN (WALLONIE-BRUXELLES)

ANDRÉ REICHARDT (FRANCE).



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a mené une mission en Irlande les 6 et 7 mars 2025, afin d'établir un premier dialogue politique avec le *Seanad Éireann* (Sénat) et le *Dail Éireann* (Chambre des Représentants), en vue d'une future adhésion.

La délégation était composée d'**Anne Lambelin**, députée-sénatrice (Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles), Déléguée régionale Europe de l'APF, et d'**André Reichardt**, sénateur (France). La mission a bénéficié du soutien des ambassadrices de France et de Belgique en République d'Irlande, **Céline Place** et **Karen Van Vlierberge**.

Observatrice à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) depuis 2018, l'Irlande manifeste un intérêt croissant pour la Francophonie institutionnelle, notamment à travers la place croissante du français dans les milieux éducatifs et universitaires.

Au cours de la mission, la délégation a rencontré plusieurs membres du Parlement irlandais, dont **Maria Byrne** (Vice-présidente du *Seanad Éireann*), **Ronan Mullen**, **Malcolm Byrne** et **Barry Ward**. Les échanges ont permis de présenter les actions de l'APF en matière de coopération, de formation parlementaire et d'appui législatif.

Un temps fort de la mission a été l'entretien avec **Veronica Murphy**, présidente du *Dail Éireann*, première femme à occuper cette fonction. Elle s'est montrée attentive aux perspectives de coopération et à l'intérêt manifesté par plusieurs élus en faveur d'une adhésion à l'APF.

La délégation a également été reçue au Trinity College, pour un échange avec **James Hanrahan**, directeur du département de langue française, et a assisté à des joutes oratoires organisées dans le cadre du Mois de la Francophonie. Une visite de l'Alliance française de Dublin a permis de découvrir les actions menées en faveur de la langue française et des cultures francophones.



Cette mission marque une première étape dans l'établissement d'un dialogue parlementaire structuré entre l'APF et les institutions irlandaises. Un dossier de présentation a été transmis à la présidence du *Dail Éireann* pour approfondir les échanges.



VISITE DU MINISTRE CHARGÉ DE LA FRANCOPHONIE ET DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

PARIS (FRANCE)

HILARION ETONG
AMÉLIA LAKRAFI
DIEYNABA DIOP

Le 17 mars 2025, le Secrétariat général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a accueilli **Thani Mohamed Soilihi**, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la Francophonie et des partenariats internationaux, dans le cadre d'une visite officielle à Paris.

La réunion a rassemblé plusieurs dirigeants de l'APF. Le Président **Hilarion Etong** est intervenu en visioconférence depuis Yaoundé pour saluer la visite ministérielle, féliciter **Amélia Lakrafi** pour son élection en tant que Déléguée générale et **Dieynaba Diop** pour sa prise de fonction comme Présidente déléguée de la section française et Vice-présidente de l'APF. Il a souligné l'appui constant de la France à l'APF, notamment pour le développement de la diplomatie parlementaire, l'organisation d'un colloque international pour la paix, la mise en réseau des initiatives francophones et le déploiement de corpus législatifs.

Le ministre a rappelé son attachement personnel à la Francophonie parlementaire, en tant qu'ancien sénateur, et exprimé l'engagement renouvelé de la France. Il a évoqué la tenue du Sommet de la



Francophonie 2026 au Cambodge, le salon Francotech dédié à l'innovation francophone, ainsi que le soutien de son ministère à la promotion de la 50^e Session de l'APF, prévue du 9 au 13 juillet 2025 à Paris.

Il a insisté sur la nécessité de renforcer une Francophonie politique fondée sur les valeurs démocratiques, la solidarité et le dialogue, et a rappelé que la jeunesse reste une priorité, en lien avec l'éducation, la formation et l'employabilité.

Amélia Lakrafi a présenté le projet de création d'un réseau de la Francophonie citoyenne mondiale, favorisant une meilleure articulation entre les parlementaires et les dynamiques locales. Dieynaba Diop a insisté sur l'importance du multilinguisme et de la valorisation des initiatives citoyennes, en lien avec la Journée internationale de la Francophonie et les engagements en faveur de la diplomatie féminine.

Les avancées des corpus législatifs développés par l'APF dans le cadre de ses programmes de coopération parlementaire ont également été évoquées.

La visite s'est conclue par la remise des insignes d'officier dans l'Ordre de la Pléiade à trois collaboratrices et collaborateurs du Secrétariat général — **Stéphanie Keiflin**, **Carole Rey** et **Bachir Amadou Dieye** — en reconnaissance de leur engagement au service de la Francophonie parlementaire.





150^e ASSEMBLÉE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE (UIP)

TACHKENT (OUBÉKISTAN)

LAURENT WEHRLI



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a pris part à la 150^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), qui s'est tenue à Tachkent du 5 au 9 avril 2025. Cette rencontre a rassemblé près de 180 délégations et a constitué un moment clé de la diplomatie parlementaire multilatérale.

Présidé par **Laurent Wehrli**, conseiller national suisse et président de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) de l'APF, le Caucus francophone a réuni une soixantaine de parlementaires de 16 pays. Les échanges ont porté sur :

- la place de la langue française dans les organisations internationales ;
- la défense du multilatéralisme ;
- la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo ;
- les enjeux d'inclusion sociale.

Lors du débat général en séance plénière, sur le thème « l'action parlementaire en faveur du développement social et de la justice sociale », **Marine Hugonnet Grisoul**, conseillère nationale de Monaco, a pris la parole au nom de l'APF. Elle a rappelé les priorités des parlementaires francophones autour de trois axes :

- l'éducation des filles et l'émancipation des femmes ;
- la mise en place d'un corpus législatif sur les politiques foncières ;
- le renforcement du contrôle parlementaire sur les ressources minières.

Samvada Kheng, députée cambodgienne, a représenté l'APF au Forum des femmes parlementaires. Elle y a présenté les actions du Réseau des femmes parlementaires de l'APF, notamment :

- la politique-cadre contre le harcèlement psychologique et sexuel ;
- la budgétisation sensible au genre ;
- les initiatives pour renforcer la représentation féminine ;
- la défense des droits patrimoniaux des femmes ;
- les mesures en faveur de la sécurité des femmes et des filles dans les zones de conflit.

L'APF a également participé à plusieurs rencontres bilatérales, notamment avec les représentants du Parlement ouzbek. Ces échanges ont permis de renforcer les liens interparlementaires et d'ouvrir de nouvelles pistes de coopération. La Francophonie connaît un développement croissant en Ouzbékistan, où la langue française est enseignée dans de nombreux établissements.

MISSION DE BONS OFFICES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) ET AU RWANDA

KINSHASA (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO) / KIGALI (RWANDA)

HILARION ETONG (CAMEROUN)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)



Dans le cadre du suivi de la Résolution adoptée en juillet 2024 sur la situation en République démocratique du Congo, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a mené une mission de bons offices en RDC et au Rwanda, du 25 au 29 mai 2025.

Conduite par **Hilarion Etong**, Président de l'APF, et **Amélia Lakrafi**, Déléguée générale, la délégation comprenait également **Siegfried David Etame Massoma** (Délégué régional Afrique), **Pierre Flambeau Ngayap** (Commission politique) et **Yves Moundélé Ngollo Ehourossia** (Réseau des jeunes parlementaires).

À Kinshasa (25–27 mai), la délégation a rencontré les présidents des deux chambres du Parlement congolais, **Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge** et **Vital Kamerhe**, ainsi que plusieurs parlementaires, membres du gouvernement et représentants d'organisations de la

société civile. Un entretien a également eu lieu avec le Président de la République, **Félix Tshisekedi**, portant sur la situation sécuritaire dans l'est du pays et les efforts de médiation régionale.

Des échanges ont eu lieu avec la CENCO, la MONUSCO, et plusieurs ministères, ainsi qu'avec des représentants d'organisations de défense des droits humains, en particulier de femmes et de jeunes.

À Kigali (28–30 mai), la délégation a été reçue par **François-Xavier Kalinda**, président du Sénat, et **Gertrude Kazarwa**, présidente de la Chambre des députés, ainsi que par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Les discussions ont porté sur les tensions régionales et les perspectives de désescalade. Des rencontres ont également eu lieu avec des représentants de la société civile, des associations de femmes et des rescapés. La délégation s'est recueillie au Mémorial du génocide contre les Tutsi.

Tout au long de la mission, la délégation a rappelé l'importance du dialogue parlementaire pour accompagner les efforts de paix, renforcer la redevabilité démocratique et promouvoir les droits fondamentaux.



AXE 2

**APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE
À L'ESPACE FRANCOPHONE EN
INCITANT LES PARLEMENTS
À CRÉER DES NORMES
LÉGISLATIVES COMMUNES**



COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES DE L'UNESCO

PARIS (FRANCE)

JENNIFER MACCARONE (QUÉBEC)



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a pris part à la 18^e session du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, organisée le 14 février 2025 au siège de l'UNESCO. L'APF était représentée par **Jennifer Maccarone**, députée à l'Assemblée nationale du Québec.

Elle a réaffirmé l'engagement de l'APF en faveur de la mise en œuvre de la Convention, en soulignant la nécessité de protéger la diversité culturelle et linguistique dans un contexte marqué par la transformation numérique.

Les discussions ont porté sur la modernisation de la Plateforme de suivi des politiques culturelles, les impacts de l'intelligence artificielle sur les secteurs culturels, et les recommandations du Groupe de réflexion sur la régulation des plateformes. L'APF a plaidé pour un cadre législatif renforcé, accessible aux parlements francophones.

La question de la mobilité des artistes a également été abordée, en lien avec l'article 16 de la Convention. L'APF a rappelé son soutien à des mesures concrètes en faveur des pays en développement.

Dans la perspective de sa 50^e Session, l'APF prévoit de valoriser le 20^e anniversaire de la Convention. Le Secrétariat de la Convention a été invité à participer aux travaux de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) pour approfondir le dialogue parlementaire sur ces enjeux.

FORMATION GEOFFREY-DIEUDONNÉ À DESTINATION DES FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES

LIBREVILLE (GABON)

ASSEMBLÉE NATIONALE DE TRANSITION DU GABON

Du 17 au 21 février 2025, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a organisé à Libreville une session de formation destinée aux fonctionnaires du Parlement de la transition du Gabon, dans le cadre du programme Geoffrey-Dieudonné. L'activité a été financée par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par **Aurélie Boutogou**, Première Secrétaire générale adjointe, représentant le Président de l'Assemblée nationale de transition du Gabon.



L'atelier a permis d'approfondir plusieurs domaines clés liés au fonctionnement parlementaire :

- l'élaboration et le dépôt des textes législatifs ;
- le processus d'examen en commission et en séance plénière ;
- la rédaction des actes non législatifs ;
- la retranscription des débats ;
- les règles protocolaires et diplomatiques ;
- l'organisation des missions officielles ;
- la présentation des opérateurs de la Francophonie, avec un focus sur l'Université Senghor.

La formation a été assurée par **Zied Ayari** (Université Senghor), **Luc Schumacher** (Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles), **Guillaume Rendambo** (diplomate et enseignant-chercheur gabonais) et **Siddiq Nondichao** (Université Senghor, coordination alumni).

Une cinquantaine de fonctionnaires de l'Assemblée nationale et du Sénat de transition ont participé aux travaux, en conjuguant partage d'expériences et acquisition de compétences.

La session s'est clôturée par la remise des attestations de participation. Une évaluation finale a permis d'identifier les candidats à l'obtention d'un certificat officiel. Les travaux ont été conclus par **Jean-Luc Toung Ondo**, Directeur général des services législatifs de l'Assemblée nationale de transition.



SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

LOMÉ (TOGO)

ASSEMBLÉE NATIONALE DU TOGO



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), en partenariat avec l'Assemblée nationale du Togo et avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a organisé un séminaire parlementaire à Lomé les 25 et 26 février 2025. Ce séminaire s'est inscrit dans le cadre du programme de diffusion du corpus législatif sur les changements climatiques, publié par l'APF en mars 2024.

Près de 80 participants ont pris part aux travaux : parlementaires, fonctionnaires, maires, représentants ministériels, universitaires et membres de la société civile.

La cérémonie d'ouverture était présidée par **Myriam Dossou d'Almeida**, Vice-présidente de l'Assemblée nationale du Togo, en présence de **Nadjo N'lado**, Président de la Commission environnement, et de **Thi Hoang Mai Tran**, représentante de l'OIF. Tous ont souligné l'importance de ce séminaire pour enrichir le processus d'adoption de la loi sur le climat.

Les sessions de travail ont porté sur les enjeux environnementaux au Togo, les modalités de rédaction législative, ainsi que sur les outils de financement climatique. La BOAD et l'IFDD ont contribué à ces échanges par leur expertise technique.

À la suite de ce séminaire, le projet de loi sur la lutte contre les changements climatiques a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale togolaise le 20 mars 2025. Elle vise notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience des populations, valoriser le capital naturel et encourager les investissements durables.

Cette adoption marque une étape significative dans la coopération parlementaire francophone en matière de développement durable et illustre l'impact direct des outils législatifs produits par l'APF.





COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU

NEW YORK (ÉTATS-UNIS)

VIVIANE TEITELBAUM

Le Réseau des femmes parlementaires (RFP) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a pris part à la 69^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW), organisée du 10 au 15 mars 2025 à New York. Le thème principal portait sur l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, ainsi que des résultats de la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Le 11 mars, **Viviane Teitelbaum**, présidente du RFP, a animé un atelier francophone sur la parité intitulé « La parité 50/50 comme principe universel ». L'atelier a réuni des expertes et des parlementaires de plusieurs sections (Cambodge, Catalogne, Côte d'Ivoire, Maroc, Mauritanie, Togo). Les échanges ont porté sur la représentation politique des femmes, les violences faites aux femmes élues, l'engagement des hommes dans la lutte pour l'égalité, et la nécessité de créer des solidarités concrètes entre femmes élues et candidates.

Nicole Ameline, membre du Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes (CEDEF), est intervenue sur la Recommandation générale n° 40 affirmant que la parité constitue désormais un point de départ. **Marie Lydia Toto Raharimalala**, coordinatrice du Réseau francophone Égalité femmes-hommes, a souligné l'importance d'une meilleure inclusion de la société civile dans les processus décisionnels.

Le 12 mars, un atelier de formation sur le leadership féminin a été animé en partenariat avec l'Assemblée nationale du Québec, visant à renforcer la prise de parole des femmes parlementaires.



Le 13 mars, Viviane Teitelbaum a présidé le caucus des femmes parlementaires francophones, réunissant plus de vingt élues. Les échanges ont porté sur l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), les violences domestiques, la sécurité des femmes dans les zones de conflit, la budgétisation sensible au genre et les mariages précoces.

En marge du caucus, la présidente du RFP a rencontré les délégations du Parlement de Catalogne et du Sénat français, et a participé à plusieurs panels et événements parallèles, portant notamment sur la situation des femmes en Afghanistan, la reconstruction de l'Ukraine et le recours au viol comme arme de guerre.

Cette semaine de mobilisation a permis de renforcer la présence du RFP dans les espaces multilatéraux et d'affirmer le rôle des élues francophones dans la promotion des droits des femmes.



FORMATION GEOFFREY-DIEUDONNÉ À DESTINATION DES FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES

DAKAR (SÉNÉGAL)

ASSEMBLÉE NATIONALE DU SÉNÉGAL



Du 12 au 16 mai 2025, l'Assemblée nationale du Sénégal a accueilli à Dakar une session de formation régionale dans le cadre du programme Geoffrey-Dieudonné, initiée par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Présidée par **Mamadou Lamine Diaité**, député et président délégué de la section sénégalaise de l'APF, cette session a rassemblé des fonctionnaires parlementaires venus de Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal et Togo.

Organisée en partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie et l'Association des secrétaires généraux de parlements francophones (ASGPF), la formation a bénéficié du soutien financier du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique).

Durant cinq jours, les participants ont approfondi plusieurs dimensions essentielles du fonctionnement parlementaire :

- l'élaboration et le dépôt des textes législatif ;
- le processus d'examen législatif en commission et en séance plénière ;
- la rédaction et l'utilisation des actes non législatifs ;
- les méthodes de retranscription et de révision des débats parlementaires ;
- la présentation des opérateurs de la Francophonie, avec un focus particulier sur l'Université Senghor.

Les enseignements ont été dispensés par des intervenants issus des milieux universitaire et parlementaire francophones :

- **Moussa Diop**, président des diplômés de l'Université Senghor au Sénégal.
- **Serge Ezdra**, directeur des comptes rendus à l'Assemblée nationale française ;
- **Guy Fleury Ntwari**, intervenant à l'Université Senghor (Égypte) ;

Une cinquantaine de fonctionnaires parlementaires ont pris part à la session, marquée par une forte participation, des échanges nourris et un haut niveau d'engagement.

La cérémonie de clôture, présidée par **Ismaïla Diallo**, premier Vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal, a été l'occasion de remettre des attestations de participation. Une évaluation finale permettra d'attribuer un certificat de réussite aux participants ayant satisfait aux exigences du programme.

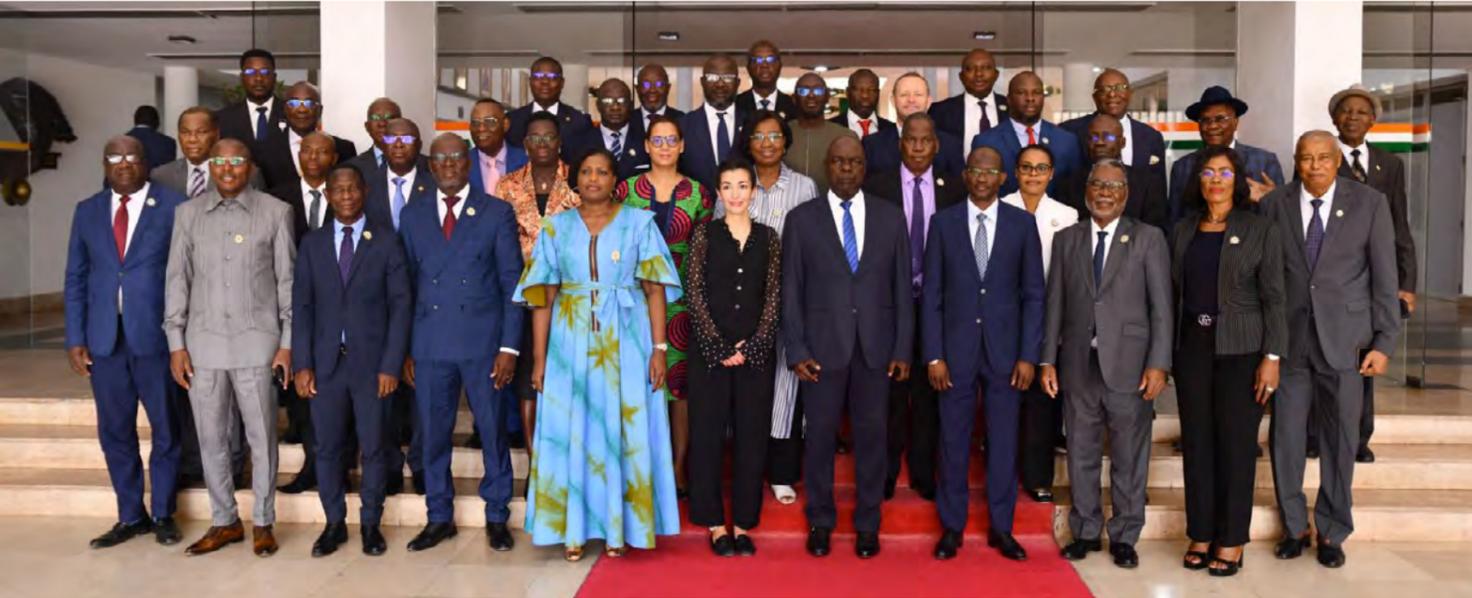
Les participants ont unanimement salué la pertinence des contenus et leur utilité concrète pour le renforcement des méthodes de travail parlementaire.



SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE SUR L'ÉLABORATION D'UN CADRE LÉGISLATIF ADAPTÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

ASSEMBLÉE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE



Les 15 et 16 mai 2025, l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), avec le soutien financier de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ont organisé à Abidjan un séminaire parlementaire régional intitulé « Élaboration d'un cadre législatif sur l'intelligence artificielle : quelle législation pour optimiser son utilisation ? »

Ce séminaire a réuni une cinquantaine de parlementaires de Côte d'Ivoire et du Togo, de renforcer leurs capacités face aux enjeux législatifs, éthiques et techniques posés par le développement rapide de l'intelligence artificielle (IA) dans l'espace francophone.

Dans son allocution d'ouverture, le président délégué de la section ivoirienne de l'APF, **Dah Sansan Tilkouété**, a salué l'engagement des parlementaires pour une régulation responsable et souveraine de l'IA sur le continent africain. Le Vice-Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, **Woï Méla Aimé Gaston**, a souligné quant à lui l'urgence de doter les parlements de politiques publiques et de directives législatives adaptées à l'émergence de ces nouvelles technologies.

Cinq séances thématiques ont permis aux participants d'échanger avec des experts internationaux et des représentants institutionnels autour de questions majeures : opportunités et risques de l'intelligence artificielle, enjeux éthiques, rôle des parlementaires dans l'encadrement des innovations numériques, protection des données personnelles et intégration des outils d'IA dans les travaux parlementaires.

Les échanges ont donné lieu à de nombreuses recommandations, parmi lesquelles :

- l'élaboration de cadres législatifs adaptés aux réalités africaines ;
- la promotion d'une intelligence artificielle inclusive, éthique et responsable ;
- le renforcement de la souveraineté numérique ;
- la création de centres de recherche en IA ;
- l'investissement dans la formation des jeunes générations.

Cette initiative s'inscrit dans l'engagement de l'APF à accompagner les parlements membres dans leur adaptation aux mutations technologiques, en soutenant la construction de législations concertées, éclairées et respectueuses des valeurs démocratiques partagées dans l'espace francophone.





AXE 3

**RENDRE L'ESPACE FRANCOPHONE
PLUS ATTRACTIF POUR
LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS**





LANCEMENT DU PROGRAMME D-CLIC

BRAZZAVILLE (RÉPUBLIQUE DU CONGO)

YVES MOUNDELE-NGOLLO EHOROSSIA (RÉPUBLIQUE DU CONGO)



Le 7 février 2025, **Yves Moundele-Ngollo Ehourossia**, député (Congo) et premier Vice-président du Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), a représenté l'APF à la cérémonie de lancement du programme D-CLIC en République du Congo, à l'invitation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), du laboratoire UnionLab et de la société PointSysCongo.

Mis en œuvre par l'OIF pour une durée de trois ans, le programme D-CLIC vise à réduire la fracture numérique et à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur du numérique. À travers des formations qualifiantes, il entend répondre aux besoins croissants en compétences numériques sur les marchés du travail francophones.

La participation du Réseau des jeunes parlementaires à cette initiative illustre l'engagement de l'APF en faveur de l'employabilité, de l'innovation et du développement des compétences numériques chez les jeunes. Yves Moundele-Ngollo Ehourossia a salué les efforts des organisateurs et des partenaires impliqués, et souligné l'importance d'un appui parlementaire durable aux politiques publiques en matière de transition numérique.





18^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE ELEARNING AFRICA

DAR-ES-SALAAM (TANZANIE)

LAURENT WEHRLI (SUISSE)



Laurent Wehrli, conseiller national suisse et président de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), a représenté l'APF à la 18^e conférence internationale eLearning Africa, organisée du 7 au 9 mai 2025 à Dar-es-Salaam (Tanzanie).

Sa participation illustre l'engagement constant de la CECC en faveur d'un enseignement accessible, tourné vers l'avenir et enraciné dans les réalités

africaines, où la transformation numérique et la valorisation du capital humain sont des priorités majeures.

Placée sous le thème « Réinventer l'éducation et le développement du capital humain dans la perspective d'un avenir prospère pour l'Afrique », cette édition a réuni décideurs, experts et praticiens du monde entier autour de thématiques centrales telles que :

- la modernisation des systèmes éducatifs via les technologies émergentes ;
- l'intelligence artificielle générative au service de l'apprentissage ;
- l'hybridation des modalités pédagogiques pour une accessibilité accrue ;
- le rôle du multilinguisme et des ressources numériques dans l'apprentissage des langues ;
- l'éducation en faveur des populations isolées ;
- le développement des compétences numériques chez les jeunes et les professionnels ;
- les approches de l'UNESCO pour une éducation de qualité, équitable et inclusive.

Dans son intervention, Laurent Wehrli a souligné l'importance du dialogue parlementaire et de la coopération internationale pour bâtir des politiques éducatives durables, inclusives et ancrées dans la diversité culturelle et linguistique de la Francophonie.

La CECC de l'APF réaffirme ainsi son soutien aux parlements membres dans l'adoption de cadres législatifs garantissant un accès équitable aux outils numériques, encadrés par une régulation éthique. Cette participation témoigne de la volonté de faire de l'éducation un levier de solidarité, d'inclusion et d'émancipation dans l'espace francophone.





RÉSEAU DES JEUNES PARLEMENTAIRES

QUÉBEC (CANADA)

NATHALIE ROY (QUÉBEC)

CATHERINE BLOUIN (QUÉBEC)

organisées : **Frédérique Moisan** (programme SIMIC) et **Pierre Graff** (Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec) ont présenté des dispositifs d'accompagnement à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat.

Une visite de terrain a été effectuée à l'incubateur Mycélium, au Grand Marché de Québec.

Enfin, une séance conjointe avec le Réseau des femmes parlementaires a permis d'aborder les enjeux de participation des jeunes et des femmes dans la vie parlementaire. **Zahra Kamil Ali**, représentante de l'OIF pour les Amériques, a présenté la stratégie de l'organisation en matière de jeunesse et d'égalité femmes-hommes. Deux initiatives ont été mises en valeur : le Parlement francophone des jeunes et les Jeunes ambassadeurs du Centre de la Francophonie des Amériques.

La prochaine réunion du Réseau est prévue à Paris, en juillet 2025, dans le cadre de la 50^e Session de l'APF.



Le Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réuni à Québec du 19 au 21 mai 2025, sous la présidence de **Catherine Blouin**, députée (Québec), à l'invitation de **Nathalie Roy**, présidente de l'Assemblée nationale du Québec et vice-présidente de l'APF.

Les jeunes parlementaires ont partagé les politiques publiques favorables à la jeunesse mises en œuvre dans leurs sections, contribuant à un échange de bonnes pratiques entre les Parlements membres des quatre régions de l'APF.

La réunion a également permis d'approfondir les réflexions sur les liens entre jeunesse et climat. Un atelier de formation a été animé par **Issa Bado**, spécialiste à l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), sur les effets des changements climatiques sur la paix et la sécurité.

Dans le cadre du rapport sur l'employabilité des jeunes, conduit par la 2^e vice-présidente **Mwada-Nika Cadet**, deux auditions ont été





RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES

QUÉBEC (CANADA)

NATHALIE ROY (QUÉBEC)

VIVIANE TEITELBAUM (WALLONIE-BRUXELLES)

Le Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réuni à l'Assemblée nationale du Québec les 20 et 21 mai 2025, à l'invitation de **Nathalie Roy**, présidente de l'Assemblée nationale du Québec et vice-présidente de l'APF.

Viviane Teitelbaum, sénatrice, membre du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a présidé les travaux pour la première fois depuis son élection. Vingt-quatre parlementaires représentant treize parlements issus des quatre régions de l'APF ont pris part à la réunion.

Le rapport d'activité du Réseau a ouvert les travaux. **Lucille Collard**, députée (Ontario), a présenté son rapport final sur les mesures législatives et réglementaires de lutte contre la traite des personnes dans l'espace francophone. Le Réseau a ensuite auditionné **Christine Morin**, professeure de droit à l'Université Laval, sur la nouvelle loi canadienne relative à l'union maritale, dans le cadre du rapport sur les droits patrimoniaux des femmes conduit par **Marie-France Lalonde**, députée (Canada).

Sophie Mette, députée (France), a présenté une proposition de résolution sur le recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), adoptée à l'unanimité.



Un tour de table sur les législations en faveur des femmes a permis à chaque participante de faire le point sur les avancées dans son pays. **Chantal Soucy**, députée (Québec), a présenté le caucus des femmes de l'Assemblée nationale du Québec. **Louise Cordeau**, présidente du Conseil du statut de la femme, a échangé avec les participantes sur les travaux du Conseil, en particulier le nouveau Réseau francophone pour l'égalité et les droits des femmes.

Une séance conjointe avec le Réseau des jeunes parlementaires a été consacrée à la participation des femmes et des jeunes en politique. Les membres ont entendu **Zahra Kamil Ali**, représentante de l'Organisation internationale de la Francophonie pour les Amériques, ainsi que plusieurs témoignages liés au Parlement francophone des jeunes et au Programme de jumelage entre jeunes femmes et femmes parlementaires.

La réunion s'est conclue par une visite du Centre des femmes de la Basse-Ville de Québec.

La prochaine réunion du Réseau des femmes parlementaires aura lieu à Paris le 10 juillet 2025, dans le cadre de la 50^e Session de l'APF.

TABLE RONDE PARLEMENTAIRE FRANCOPHONE « LÉGISLATIONS POUR L'OCÉAN »

NICE (FRANCE)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)

En marge du troisième Sommet des Nations Unies sur l'océan (UNOC3), l'APF a organisé, le 10 juin 2025 à Nice, une table ronde parlementaire francophone consacrée aux « législations pour l'océan », avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD).



La rencontre, tenue au Palais des expositions rebaptisé « la Baleine » pour l'occasion, a réuni des parlementaires francophones, des experts, des membres de la société civile et plusieurs jeunes engagés autour des enjeux liés à la gouvernance législative des océans, aux urgences climatiques et à la lutte contre la pollution plastique.

Amélia Lakrafi, Déléguée générale de l'APF, a ouvert les travaux en présentant les initiatives de l'APF en la matière, dont le corpus législatif sur les changements climatiques publié en 2024, et le nouveau corpus en cours d'élaboration sur les politiques de lutte contre la pollution plastique.



Deux séquences ont structuré la matinée :

Climat et océan : vers une gouvernance intégrée, animée par **Madina Regnault** (consultante APF), a abordé les synergies entre politiques climatiques et protection marine. Parmi les intervenants figuraient **Eléonore Caroit** (députée, France), **Marine Hugonnet-Grisoul** (Conseillère nationale, Monaco), **Rose Boswell** (professeure, Université Nelson Mandela), **Jeremy Raguin** (UICN) et **Néné Mariam Kane** (porte-parole du PFJ).

Politiques publiques contre la pollution plastique, modérée par **Axel Darut**, a réuni notamment **Veylma Falaeo** (Présidente du Congrès de Nouvelle-Calédonie), **Philippe Bolo** (député, France), **Juan Carlos Losada** (député, Colombie), **Catherine Chabaud** (navigatrice et ancienne députée européenne), **Sabine Roux de Bezieux** (Fondation de la mer) et **Alexis Eisenberg** (société Reloop).

Les échanges ont permis aux jeunes participants, de formuler des propositions concrètes en vue d'un socle législatif commun. Une synthèse des contributions sera diffusée dans les semaines à venir.





AXE 4

CONSOLIDER LES FONDAMENTAUX CARACTÉRISTIQUES DE L'APF

F3
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
LE PARLEMENT



Rudy Demotte





BUREAU DE CAN THO

CAN THO (VIETNAM)

HILARION ETONG (CAMEROUN)

À l'invitation de **Tran Thanh Man**, Président de l'Assemblée nationale du Vietnam, et de **Nguyen Thuy Anh**, députée et présidente de la section vietnamienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), le Bureau de l'APF s'est réuni à Can Tho les 23 et 24 janvier 2025. Présidée par **Hilarion Etong**, Président de l'APF et Premier Vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun, cette réunion a réuni des parlementaires francophones venus des cinq continents.

Les travaux se sont ouverts sur un débat stratégique consacré au rôle de la Francophonie face aux bouleversements de l'ordre international. Les échanges ont souligné la nécessité d'une Francophonie parlementaire affirmée, contribuant à un multilatéralisme solidaire. Cette réflexion a été enrichie par l'intervention de **Caroline St-Hilaire**, Administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui a salué la complémentarité renforcée entre l'OIF et l'APF.

Au cours de la réunion, le Bureau a adopté un nouveau corpus législatif sur la budgétisation sensible au genre, élaboré à l'initiative du Réseau





des femmes parlementaires. Cet outil vise à fournir aux Parlements membres des cadres adaptés pour intégrer l'égalité femmes-hommes dans les politiques budgétaires. Il marque un engagement fort de l'APF en faveur d'un développement économique et social plus inclusif.

Les membres du Bureau ont par ailleurs validé le programme de coopération parlementaire 2025, qui comporte de nouvelles actions en soutien aux Parlements francophones, dans des domaines aussi variés que la lutte contre les changements climatiques, l'inclusion économique ou encore la gouvernance démocratique.

La réunion a également été l'occasion d'examiner les perspectives d'élargissement de l'APF. Le Bureau a ainsi soutenu les candidatures à l'adhésion du Parlement du Ghana, de l'Assemblée nationale de Sao Tomé-et-Principe, du Landtag de la Sarre et de l'Association des parlements des États membres de la Commission de l'océan Indien (AP-COI). En lien avec cette dernière, l'APF organisera en juillet 2025 un Parlement francophone régional des jeunes (PFRJ), destiné à initier une quarantaine de jeunes de l'océan Indien aux techniques de débat parlementaire, autour de thématiques liées à leurs préoccupations.

En amont de la réunion du Bureau, une conférence parlementaire sur la coopération francophone en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et de riposte aux changements climatiques a été organisée par l'Assemblée nationale du Vietnam. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les perspectives de coopération intercontinentale, notamment entre les pays de l'hémisphère Sud. La Déclaration de Can Tho, adoptée à cette occasion, appelle à renforcer la coopération internationale pour faire face aux défis climatiques et garantir la sécurité alimentaire mondiale.

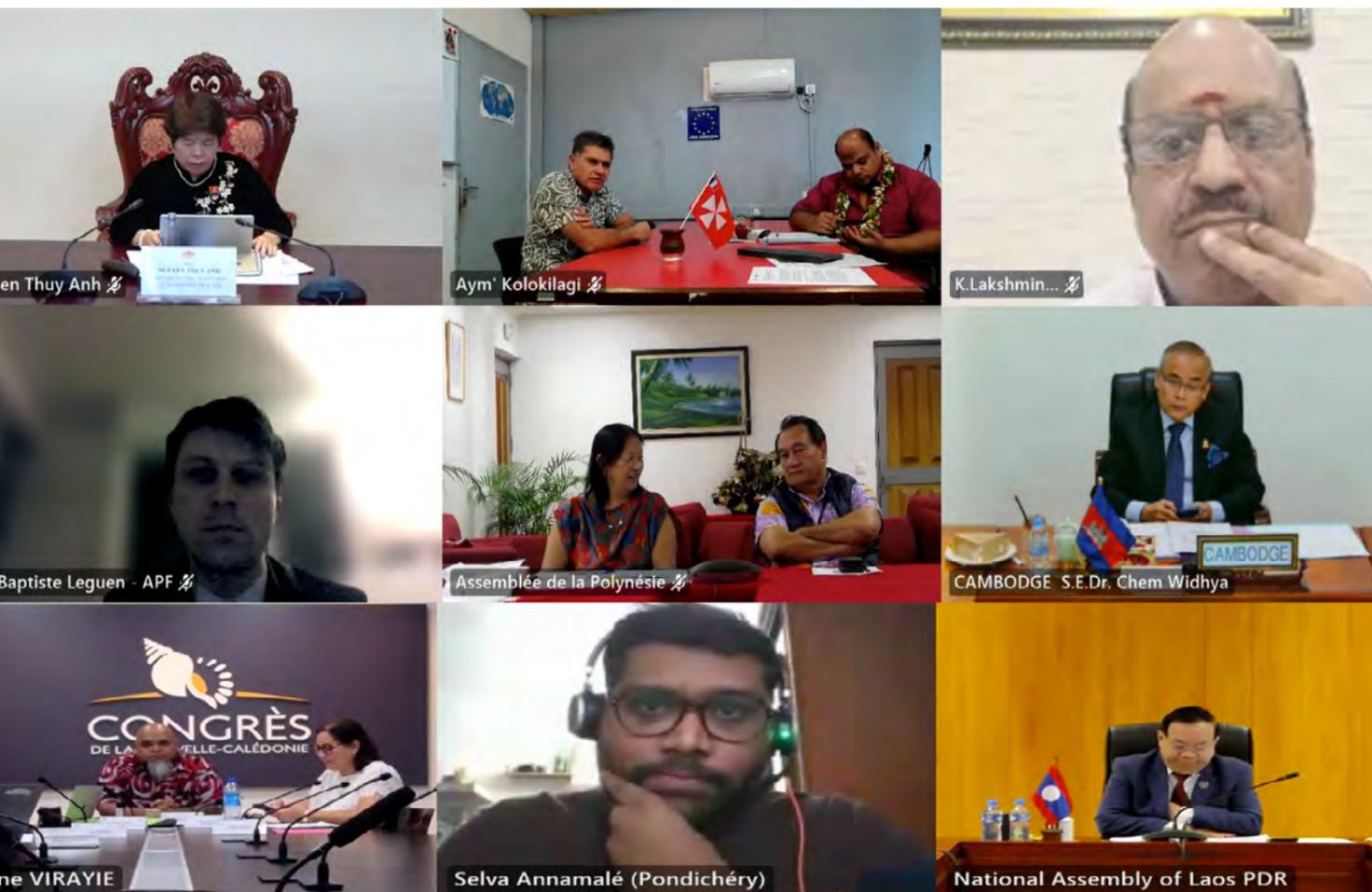




CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

VISIOCONFÉRENCE

VAIMU'A MULIAVA (FRANCE)
SANYA PRASEUTH (LAOS)
THUY ANH NGUYEN (VIETNAM)



La Conférence des Présidents de section de la région Asie-Pacifique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue en visioconférence le 19 février 2025, sous la présidence de **Vaimu'a Muliava**, Conseiller au Congrès de la Nouvelle-Calédonie et Délégué régional Asie-Pacifique.

Sept des huit sections parlementaires de la région étaient représentées :

- Cambodge : **Chem Widhya**, sénateur, vice-président de section ;
- Laos : **Sanya Praseuth**, député, président de section ;
- Nouvelle-Calédonie : **Veylma Falaeo**, présidente du Congrès, présidente de section ;
- Polynésie française : **Antony Géros**, président de l'Assemblée de la Polynésie française, président de section ;
- Pondichéry : **K. Lakshminarayanan**, député à l'Assemblée législative, président de section ;
- Vietnam : **Thuy Anh Nguyen**, députée, présidente de section ;
- Wallis-et-Futuna : **Paino Vanai**, vice-président de l'Assemblée territoriale, membre de la section.

Les participants ont préparé la XI^e Assemblée régionale, prévue du 21 au 23 avril 2025.

Deux thèmes principaux ont été retenus pour structurer les débats :

- l'enregistrement des naissances et l'accès universel à l'état civil ;
- le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation francophones dans la région.

Les membres ont salué la vitalité de la région Asie-Pacifique en 2025 : la section vietnamienne ayant accueilli la réunion du Bureau de l'APF à Hanoï fin janvier, et la section du Laos s'appêtant à accueillir la Commission des affaires parlementaires du 12 au 14 mars 2025.

En clôture, Vaimu'a Muliava a présenté les résultats de sa mission de prospection menée en Thaïlande, dans le cadre des actions d'élargissement de la Francophonie parlementaire.



COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

VIENTIANE (LAOS)

HUSSEIN BOURGI (FRANCE)

SANYA PRASEUTH (LAOS)



La Commission des affaires parlementaires (CAP) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie à Vientiane, au Laos, du 12 au 14 mars 2025, à l'invitation de **Sanya Praseuth**, président de la section laotienne de l'APF. Les travaux se sont déroulés sous la présidence de **Hussein Bourgi**, sénateur (France), vice-président de la Commission. Il s'agissait de la deuxième réunion d'une instance de l'APF accueillie par le Laos en moins d'un an, témoignant du dynamisme croissant de cette section.

Les travaux ont été précédés par une conférence sur les innovations parlementaires dans l'espace francophone, coorganisée avec l'Assemblée nationale du Laos et le soutien d'Affaires mondiales Canada. Cette rencontre a permis d'explorer les apports du numérique dans le fonctionnement des assemblées, les nouvelles pratiques d'évaluation des politiques publiques, ainsi que les stratégies d'ouverture des parlements pour contrer la désinformation.

Geneviève Hébert, rapporteure québécoise, a recueilli les contributions des délégations sur la responsabilité éthique et déontologique des parlementaires. Hussein Bourgi a partagé plusieurs initiatives relatives

à la valorisation de la langue française dans les parlements membres. Le sénateur cambodgien **Oum Sarith**, vice-président du Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires (RFEDP), a présenté l'état d'avancement du recensement des codes d'éthique dans l'espace francophone. Cette initiative s'est inscrite dans les priorités du Cadre stratégique 2023-2030 de l'APF en matière de transparence et d'intégrité institutionnelle.

La Commission a également entendu **Prasnar Yi**, directeur exécutif du Centre parlementaire d'Asie (CPA), sur les programmes de renforcement des capacités destinés aux parlements d'Asie du Sud-Est. **Nadia El Yousfi**, rapporteure belge, a fait le point sur l'élaboration d'un corpus législatif sur la protection des lanceurs d'alerte. Une audition de **Philippe Poirier**, titulaire de la chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, a permis de nourrir les réflexions par une analyse comparée des législations existantes.

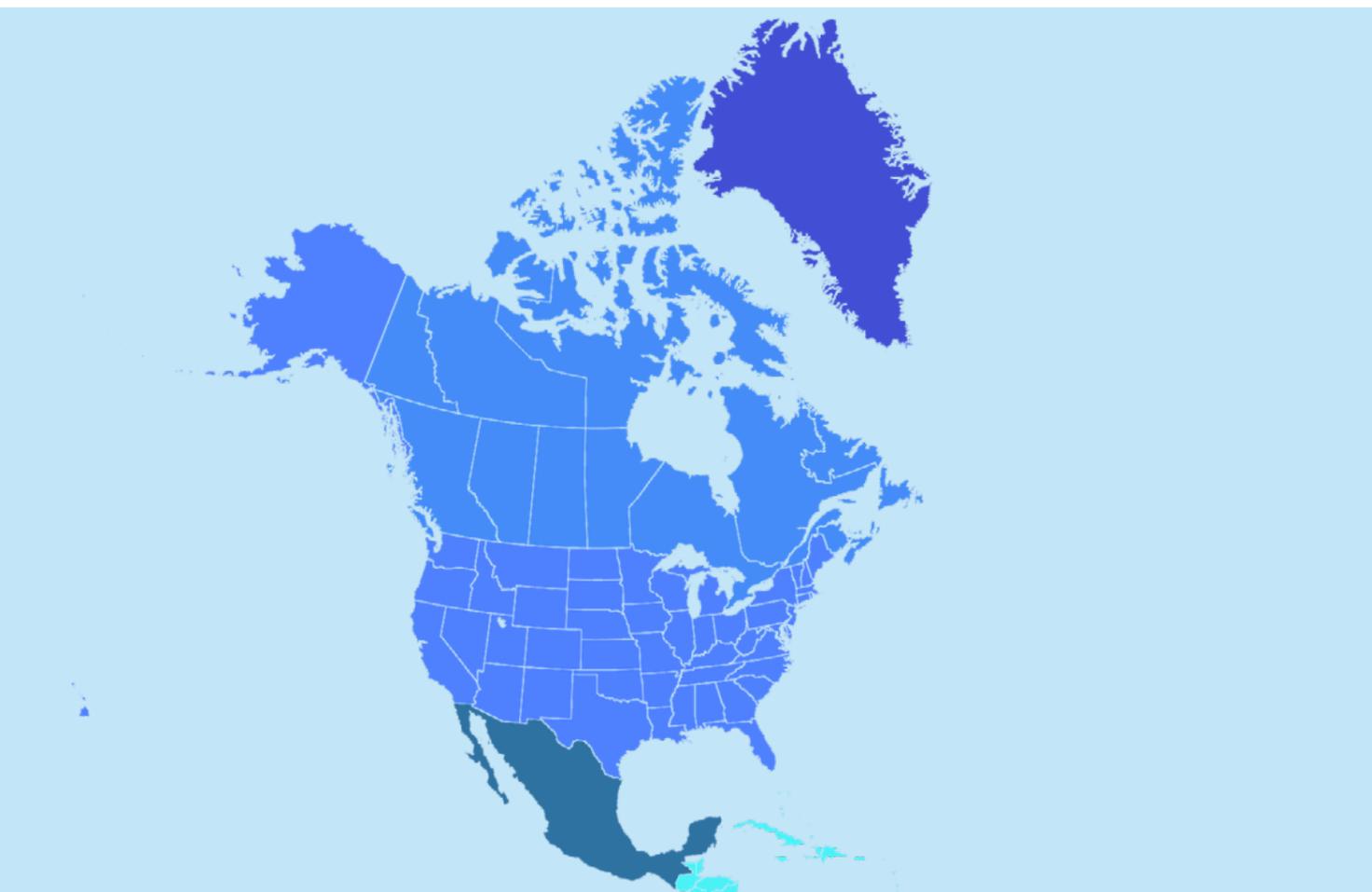
La prochaine réunion de la CAP est prévue à Paris en juillet 2025, dans le cadre de la 50^e Session de l'APF, pour poursuivre les travaux engagés sur la gouvernance démocratique, l'intégrité parlementaire et les bonnes pratiques législatives.



CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTES DE SECTION DE LA RÉGION AMÉRIQUE

VISIOCONFÉRENCE

ÉRIC FOREST



La Conférence des Présidences de section (CPS) de la Région Amérique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue en visioconférence le 26 mars 2025, sous la présidence de **Éric Forest**, sénateur canadien.

Sept sections parlementaires étaient représentées :

- Alberta : **Éric Bouchard**, député et président délégué de la section ;
- Canada : **Éric Forest**, sénateur et président délégué de la section et de la CPS ;
- Manitoba : **Bob Lagassé**, député et président de la section ;
- Nouveau-Brunswick : **Francine Landry**, députée, déléguée régionale et présidente de la section ;
- Québec : **Marilyne Picard**, députée et présidente de la section ;
- Ontario : **Rosemary Ly**, secrétaire administrative de la section ;
- Louisiane : **Peggy Feehan**, sherpa et secrétaire administrative de la section.

La réunion a permis d'adopter les prévisions budgétaires de la Région Amérique pour l'exercice 2025-2026. Les parlementaires ont réitéré leur engagement envers la section haïtienne, en convenant de soutenir l'élaboration d'un lexique parlementaire bilingue (français/ créole) destiné à accompagner la future 51^e législature.

La CPS a également confirmé sa volonté de renforcer les liens dans l'ensemble du continent, en projetant des missions d'élargissement vers les parlements d'Amérique latine.

Les participants ont ensuite préparé la 40^e Assemblée régionale Amérique, qui se tiendra à Québec du 9 au 12 septembre 2025. À cette occasion, **Marilyne Picard**, présidente déléguée de la section québécoise, a présenté le thème de l'Assemblée : l'ingérence étrangère et les mécanismes pour s'en prémunir.

Cette édition marquera également le 40^e anniversaire de la Région Amérique, que les sections souhaitent commémorer par plusieurs temps forts : une conférence sur l'état de la Francophonie en Amérique, une cérémonie de l'Ordre de la Pléiade, ainsi qu'une activité spéciale avec la jeunesse francophone des Amériques.

Amélia Lakrafi, Déléguée générale de l'APF, a également pris part à cette réunion. Elle a saisi l'occasion pour présenter les grandes lignes de la 50^e Session de l'APF, prévue à Paris (France) en juillet 2025, à l'invitation de la section française.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

BUDAPEST (HONGRIE)

MAME DIARRA BEYE (SÉNÉGAL)



La Commission des affaires économiques, sociales et environnementales (CAESE) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie à Budapest, les 3 et 4 avril 2025, à l'invitation de **Katalin Csobor**, présidente de la section hongroise de l'APF. Les travaux se sont déroulés sous la présidence de **Mame Diarra Beye**, députée (Sénégal), dans l'enceinte du Parlement hongrois. Une quarantaine de parlementaires issus des quatre Régions de l'APF ont participé à cette session.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par **Laszlo Kövér**, président de l'Assemblée nationale de Hongrie, en présence de **Dieynaba Diop**, députée (France), vice-présidente de l'APF.

Plusieurs auditions ont rythmé les échanges. **Geoffroy Roux de Bézieux**, président de l'Alliance des patronats francophones, et **Estelle Gillot-Vallet**, déléguée générale de la CPCCAF, ont présenté les objectifs de leurs organisations respectives. Les parlementaires ont débattu des enjeux économiques, sociaux et environnementaux du

moment, notamment à la lumière des tensions géopolitiques et du recul du multilatéralisme.

Les discussions ont porté sur la résilience de l'agriculture face au climat, l'économie circulaire, l'autonomisation économique des femmes, l'entrepreneuriat francophone, ainsi que le suivi des négociations commerciales internationales sous l'égide de l'OMC.

Les membres de la CAESE se sont prononcés en faveur du renforcement des liens avec les organisations patronales francophones, en appui au développement d'initiatives économiques locales. Un calendrier de suivi sera adopté lors de la prochaine réunion, prévue à Paris le 11 juillet 2025, dans le cadre de la 50^e Session de l'APF.

En marge des travaux, une cérémonie de l'Ordre de la Pléiade s'est tenue au sein du Parlement : Geoffroy Roux de Bézieux a reçu les insignes de chevalier.

Enfin, une délégation d'étudiants du Centre universitaire francophone de Szeged (Université Senghor) a assisté à l'ensemble des débats, illustrant l'ouverture croissante de l'APF aux jeunes et à la société civile.



16^e CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION AFRIQUE

BRAZZAVILLE (RÉPUBLIQUE DU CONGO)

HILARION ETONG (CAMEROUN)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)



La 16^e Conférence des Présidents d'Assemblée et de section de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Brazzaville (République du Congo) les 15 et 16 avril 2025, à l'invitation de la section congolaise. Dix-sept délégations parlementaires issues de pays francophones d'Afrique y ont participé, aux côtés des présidents du Parlement de la CEDEAO et du Parlement de la CEMAC.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre interventions. **Dieudonné Bantsimba**, député-maire de Brazzaville, a souhaité la bienvenue aux délégations. **Amélia Lakrafi**, Déléguée générale de l'APF, a réaffirmé l'engagement de l'Assemblée aux côtés des sections africaines. **Hilarion Etong**, Président de l'APF, a mis en lumière les défis majeurs de la région. **Isidore Mvouba**, Président de l'Assemblée nationale du Congo et de la section hôte, a salué les efforts des parlements pour la consolidation de la démocratie et des droits humains.

Les travaux ont porté sur plusieurs priorités régionales : transitions politiques, diplomatie parlementaire, bouleversements géopolitiques

et développement durable. Les participants ont exprimé leur plein soutien à la désignation du Président de la République du Togo, **Faure Essozimna Gnassingbé**, en tant que médiateur de l'Union africaine dans le conflit en République démocratique du Congo. Ils ont également annoncé l'envoi d'une mission parlementaire de haut niveau à Kinshasa et Kigali.

Une présentation de la stratégie congolaise de reboisement a permis d'approfondir les échanges sur les enjeux environnementaux.

En marge de la conférence, une cérémonie de remise de l'Ordre de la Pléiade s'est tenue au Parlement congolais. Isidore Mvouba, Président de l'Assemblée nationale, et **Pierre Ngolo**, Président du Sénat, ont été élevés à la dignité de grand officier. **Emilienne Raoul**, Présidente du Conseil économique, social et environnemental, a été nommée chevalier.

La 17^e Conférence des Présidents d'Assemblée et de section de la région Afrique se tiendra à Lomé en 2026, à l'invitation de la section togolaise.





COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

VISIOCONFÉRENCE

LAURENT WEHRLI (SUISSE)



La Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a tenu sa réunion annuelle les 23 et 24 avril 2025 en visioconférence, sous la présidence de **Laurent Wehrli**, conseiller national suisse. Des parlementaires issus de l'ensemble des sections membres ont participé aux travaux.

Les échanges ont porté sur plusieurs enjeux éducatifs, culturels et médiatiques majeurs dans l'espace francophone, parmi lesquels :

- la lutte contre la désinformation, ses implications démocratiques, et la responsabilité des institutions et des plateformes numériques ;
- l'école inclusive, à travers un partage d'expériences sur les moyens de garantir l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité ;
- l'enregistrement des naissances, élément fondamental de l'accès aux droits pour les enfants et outil de planification sociale ;
- le financement de TV5MONDE, avec l'intervention de **Laurent Cagna**, directeur des relations institutionnelles et avec la Francophonie à TV5MONDE, insistant sur le rôle stratégique du média dans la visibilité des cultures francophones ;
- l'intelligence artificielle dans le champ culturel, examinée sous l'angle de l'innovation, de l'accès à la culture et de la préservation de la diversité ;
- la restitution des biens culturels spoliés durant la colonisation, abordée dans ses dimensions historiques, juridiques et éthiques, avec des perspectives comparées ;
- le développement des médias et l'éducation aux médias, avec une intervention de **Thierry Vallat**, président-directeur général de Canal France International (CFI), centrée sur la liberté de la presse, la participation citoyenne et la formation à l'esprit critique.

Les membres de la Commission ont réaffirmé leur attachement aux principes qui fondent l'action de l'APF dans ces domaines : le respect des droits humains, l'accès équitable au savoir et à la culture, et la promotion d'une information libre, éthique et responsable.

Les conclusions de cette réunion viendront nourrir les recommandations de l'APF et ses positions auprès des instances partenaires de la Francophonie. Elles contribueront également à l'actualisation des outils de coopération interparlementaire dans ces domaines.



SOUS-COMMISSION « RÉSEAU PARLEMENTAIRE DE LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES »

VISIOCONFÉRENCE

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

La Sous-commission « Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies » de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie en visioconférence le 25 avril 2025, sous la présidence de **Laurent Wehrli**, conseiller national suisse. Des parlementaires issus de plusieurs sections membres y ont pris part.

Dans un contexte mondial marqué par la fragilité des systèmes de santé et la multiplication de crises sanitaires complexes, cette réunion avait pour objectif de renforcer la coopération parlementaire en matière de santé publique, de prévention et de résilience.

Les travaux ont permis d'aborder plusieurs enjeux prioritaires dans l'espace francophone, parmi lesquels :

- la lutte contre les médicaments contrefaits ou falsifiés, avec une intervention de **Oumar Diouhé Bah**, ministre de la Santé de Guinée, présentant les avancées législatives et opérationnelles ;
- la problématique des déserts médicaux, illustrée par l'intervention de **Pascale Karila-Cohen**, fondatrice de Docndoc, sur les moyens innovants de garantir l'accès aux soins dans les zones reculées ;
- les maladies tropicales négligées, toujours présentes dans de nombreux pays membres, qui nécessitent un renforcement des dispositifs de prévention et de traitement ;
- le suivi des grandes pathologies infectieuses et chroniques, telles que le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, les hépatites, le diabète ou encore le Mpox, avec un partage de bonnes pratiques entre les délégations.

La réunion a mis en évidence la nécessité d'une mobilisation parlementaire durable, fondée sur l'échange d'expériences, l'harmonisation des réponses législatives et le renforcement des capacités nationales face aux pandémies.

Les conclusions des travaux alimenteront les orientations générales de l'APF en matière de santé et permettront de porter la voix des parlements francophones dans les enceintes internationales dédiées à la santé mondiale, notamment en matière de droit à la santé, de prévention et de réduction des inégalités.





COMMISSION POLITIQUE

DAKAR (SÉNÉGAL)

HILARION ETONG (CAMEROUN)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)

ANDRÉ REICHARDT (FRANCE)



À l'invitation de **Malick Ndiaye**, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal et membre du Bureau de l'APF, la Commission politique s'est réunie à Dakar du 28 au 30 avril 2025, sous la présidence d'**André Reichardt**, sénateur (France).

La session a rassemblé une soixantaine de participants venus d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. La cérémonie d'ouverture s'est tenue en présence de **Hilarion Etong**, président de l'APF, d'**Amélia Lakrafi**, Déléguée générale, de membres du Bureau de l'Assemblée nationale du Sénégal, ainsi que de représentants de l'OIF et des médias.

Consacrée aux défis sécuritaires dans l'espace francophone, en particulier en Afrique de l'Ouest, la session a permis d'entendre **Nicolas Guinard** (OIF), sur les initiatives en matière de sécurité et de résilience démocratique. **Jerry Tardieu**, ancien parlementaire haïtien, a apporté un éclairage essentiel sur la situation institutionnelle en Haïti et sur le rôle crucial des parlementaires dans un contexte de fragilisation du multilatéralisme.

Les échanges ont porté sur les leviers de renforcement de la résilience parlementaire face à l'insécurité, y compris dans le dialogue avec les États membres de l'Alliance des États du Sahel (AES). La Commission

a réaffirmé sa volonté d'intensifier son action auprès des sections sahéennes, mais aussi congolaise, haïtienne, libanaise et syrienne. Une première mission de médiation en République démocratique du Congo sera conduite prochainement.

La Commission a adopté une déclaration sur la situation en Haïti, appelant à sa reconnaissance comme conflit armé non international, condition préalable à l'application du droit international humanitaire (article 3 commun aux Conventions de Genève) et à un processus de réconciliation nationale.

Parmi les autres thèmes abordés :

- l'abolition de la peine de mort ;
- la lutte contre la désinformation et pour un financement indépendant de la presse ;
- les processus de réconciliation et de justice transitionnelle ;
- la protection des droits humains face à l'essor de l'État numérique.

La Commission a également examiné quatre nouvelles demandes d'adhésion, témoignant du dynamisme et de l'attractivité croissante de l'APF.



SÉMINAIRE DE DÉPLOIEMENT DU CORPUS LÉGISLATIF RELATIF AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

BANGKOK (THAÏLANDE)

PARLEMENT THAÏLANDAIS

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a élargi la portée géographique de son Corpus législatif sur les changements climatiques en organisant, pour la première fois en Asie du Sud-Est, un séminaire régional de coopération parlementaire sur les politiques climatiques. Accueilli par le Parlement thaïlandais, en partenariat avec le Centre parlementaire d'Asie (CPAsie) et avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), cet événement s'est tenu à Bangkok les 7 et 8 mai 2025.

Réunissant une quarantaine de participants — parlementaires, fonctionnaires, experts et partenaires techniques des Parlements du Cambodge, du Laos et de Thaïlande —, cette rencontre s'inscrivait dans le prolongement des séminaires menés en Afrique, dont le plus récent, au Togo, a conduit à l'adoption d'une loi nationale sur le climat.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par **Nitipon Piwmow**, porte-parole de la Commission sur les terres et les ressources naturelles de la Chambre des représentants de Thaïlande, en présence de **Arpath Sukhanunth**, Secrétaire général de cette même Chambre, et de **Prasnar Yi**, Directeur exécutif du CPAsie. Tous ont souligné l'urgence d'une coopération régionale renforcée et la nécessité de doter les parlements d'outils législatifs adaptés aux défis environnementaux actuels.

Conçu et animé par **Madina Regnault**, consultante pour l'APF, le programme a alterné tables rondes thématiques, partages d'expériences, échanges parlementaires et ateliers participatifs, favorisant l'intelligence collective.

Des experts de haut niveau ont enrichi les travaux, notamment :

- **Kittissak Prukkanone**, directeur de la coopération et de la stratégie internationales au ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Thaïlande ;
- **Amy Reggers**, spécialiste genre et climat au bureau régional Asie-Pacifique d'ONU Femmes ;
- **Vivek Misra**, spécialiste en finance climatique au Bureau régional Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- **Julien Tardis**, conseiller politique au Secrétariat du Fonds vert pour le climat ;
- **Issa Bado**, spécialiste de programme en négociations internationales à l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD – OIF).

La cérémonie de clôture a été présidée par **Chavaphon Wattanavekin**, Vice-président de la Commission des affaires étrangères et de la Commission de l'environnement et des ressources naturelles du Sénat thaïlandais.

En s'ouvrant à l'Asie du Sud-Est, l'APF a confirmé sa volonté d'accompagner les parlements membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de cadres législatifs ambitieux, durables et inclusifs. Cette initiative conjointe avec le CPAsie constitue une avancée majeure pour une Francophonie parlementaire active, solidaire et pleinement engagée face aux dérèglements climatiques.





CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION EUROPE

SAINT-HÉLIER (JERSEY)

ASSEMBLÉE DES ÉTATS DE JERSEY

La Conférence des présidents de la région Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Jersey du 18 au 20 mai 2025, en présence des représentants de treize sections membres.

Cette réunion régionale avait pour thème principal le renforcement du rôle des jeunes adultes dans un développement économique durable. À cette occasion, les participants ont échangé avec **Kirsten Morel**, ministre du Développement économique durable du Gouvernement de Jersey, au sujet des politiques et initiatives mises en œuvre localement pour favoriser l'insertion des jeunes dans une économie durable.

Les travaux ont également été enrichis par l'intervention de **Thierry Tardy**, professeur au Collège d'Europe (département des relations internationales et des études diplomatiques de l'Union européenne), qui a présenté une analyse des perspectives de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni dans le domaine de la défense.

La section de Jersey, membre associé de l'APF depuis 1971 et membre à part entière depuis 1980, a rappelé son engagement au sein de la Francophonie parlementaire. Le français demeure l'une des deux langues officielles de l'île, aux côtés de l'anglais. Il est toujours utilisé au sein du Parlement local lors des cérémonies, des prières et d'autres formalités. Un appel a été lancé, au cours des échanges, pour encourager les autorités locales à soutenir le développement de l'enseignement du français dans les écoles publiques, malgré les difficultés rencontrées en raison de la pénurie d'enseignants.

Les participants ont également abordé les conséquences du Brexit sur l'économie locale, l'agriculture et les relations avec l'Union européenne. Il a été rappelé que les habitants de Jersey n'avaient pas été consultés lors du référendum, bien que cette décision ait eu des effets directs sur leur territoire.

Enfin, la Conférence a approuvé plusieurs initiatives dans le cadre du programme d'action de coopération de la région Europe, notamment un soutien en cours de français pour les parlements de Catalogne et de Macédoine du Nord.

La prochaine réunion de la région Europe de l'APF se tiendra à Andorre, du 20 au 22 octobre 2025.





31^e ASSEMBLÉE RÉGIONALE AFRIQUE

COTONOU (BÉNIN)

HILARION ETONG (CAMEROUN)
AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)
LOUIS VLAVONOU (BÉNIN)

La 31^e Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Cotonou du 2 au 4 juin 2025, à l'invitation de **Louis Vlavonou**, président de l'Assemblée nationale du Bénin, sous la présidence d'**Hilarion Etong**, président de l'APF, **Amélia Lakrafi**, déléguée générale, et **Siegfried David Etamé Massoma**, délégué régional Afrique, ont également participé aux travaux.

Près d'une vingtaine de délégations issues des sections africaines ont pris part à cette session, centrée sur trois thématiques principales :

- la Francophonie africaine face aux bouleversements géopolitiques ;
- le dividende démographique en Afrique francophone ;
- l'accès à l'énergie et les stratégies de couverture des territoires.



Les parlementaires ont adopté la Déclaration de Cotonou sur la situation en République démocratique du Congo et au Rwanda, à la suite de la mission de bons offices de mai 2025. Cette déclaration appelle à la désescalade, au respect de l'intégrité territoriale, au dialogue régional et à l'arrêt des violences dans l'est de la RDC.

L'Assemblée a également adopté un nouveau règlement relatif au fonctionnement de la Région Afrique. Ce texte actualise les modalités de coordination, renforce la participation des sections membres et précise les mécanismes de désignation aux responsabilités régionales.

La 32^e Assemblée régionale Afrique se tiendra à Dakar (Sénégal).



11^e ASSEMBLÉE RÉGIONALE ASIE-PACIFIQUE

NOUMÉA (FRANCE)

VAIMU'A MULIAVA



La 11^e Assemblée régionale Asie-Pacifique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Nouméa, Nouvelle-Calédonie, du 6 au 8 juin 2025, à l'invitation de **Veylma Falaeo**, présidente du Congrès, et sous la présidence de **Vaimu'a Muliava**, conseiller au Congrès et délégué régional Asie-Pacifique de l'APF.

Une vingtaine de parlementaires des sections de Nouvelle-Calédonie, du Cambodge, du Vietnam, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna ont participé aux travaux. La section du Vanuatu présidé par **Stephen Felix** y a pris part pour la première fois, marquant sa volonté de renouer avec la Francophonie institutionnelle.

Cette session a coïncidé avec les 20 ans de la création de la Région Asie-Pacifique de l'APF (Hué, 2005). En ouverture, les délégations ont été reçues par le président du Sénat coutumier, **Eloi Gowe**, et ont assisté à une cérémonie coutumière au Centre culturel Jean-Marie Tjibaou.

Deux tables rondes ont structuré les travaux. La première, consacrée à l'entrepreneuriat et à l'innovation, a réuni notamment **Laurent Bui** (Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie), **Alban Goulet Allard** et **Nadia Voisin** (New Caledonia Invest & Trade). La seconde, dédiée à l'employabilité dans le secteur médical, a mis en lumière l'exemple néo-calédonien. **Sébastien Mabon**, directeur des affaires sanitaires et sociales, a présenté le cadre législatif facilitant le recrutement de professionnels de santé étrangers.



Deux résolutions ont été adoptées à l'issue de ces échanges, en lien avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), représentées respectivement par **Edgar Doerig** et **Nicolas Mainetti**.

L'Assemblée a également entendu une présentation du dispositif e-Twinning Asia Pacifica, porté par **Isabelle Arellano** et **Taneisi Kevin Wamo** du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie, et a actualisé le règlement de la Région Asie-Pacifique, conformément à la révision des Statuts de l'APF de 2024. Une proposition visant à renforcer la représentation régionale au sein des instances de l'APF a été formulée.

En marge des travaux, les délégués ont visité la Station N, incubateur de projets innovants soutenu par le gouvernement local.

Il s'agissait de la première réunion régionale accueillie par la section de Nouvelle-Calédonie depuis son adhésion à l'APF en 2018, et de la première tenue dans le Pacifique.





AXE 5

**UNE INSTITUTION PLUS
OPÉRATIONNELLE, EFFICACE,
ÉCORESPONSABLE ET
TRANSPARENTE**





LES PETITS-DÉJEUNERS AVEC LES AMBASSADEURS FRANCOPHONES

PARIS (FRANCE)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)

Au début du mois de mars 2025, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a conduit une série d'entretiens avec les représentants diplomatiques des pays membres, issus des quatre grandes régions de la Francophonie : Afrique, Amériques, Asie-Pacifique et Europe.

Organisées à Paris, ces rencontres ont permis d'approfondir le dialogue entre diplomatie parlementaire et diplomatie d'État, dans un esprit de coopération et de concertation. Les échanges ont porté sur les priorités régionales, les défis communs et les perspectives de collaboration interparlementaire.

Ces entretiens ont également marqué la première séquence diplomatique conduite sous l'impulsion d'**Amélia Lakrafi**, récemment élue Déléguée générale de l'APF, dont l'engagement a été salué par l'ensemble des participants.



RENCONTRE ENTRE L'APF ET L'AIMF

PARIS (FRANCE)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)



Le 24 mars 2025, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a rencontré l'Association internationale des maires francophones (AIMF), représentées respectivement par **Amélia Lakrafi** et **Frédéric Vallier**.

Cette rencontre a marqué une étape importante vers une coopération renforcée entre parlements et collectivités territoriales francophones. Parmi les axes évoqués figure le corpus législatif sur l'éradication des déchets plastiques, pour lequel une collaboration a été envisagée dès la phase de conception, avec des actions communes de mise en œuvre.

Une valorisation internationale du corpus a été envisagée lors de la Conférence des Nations unies sur les océans à Nice (juin 2025), via une table ronde réunissant élus locaux et parlementaires.

D'autres pistes de réflexion ont été discutées : représentation féminine, avec l'implication d'élues locales dans les Ateliers du Réseau des femmes parlementaires ; formation conjointe sur la décentralisation, intégrant parlementaires et agents locaux, et participation de l'AIMF au séminaire parlementaire sur la paix et la sécurité prévu à Nouakchott à l'automne.

Ce dialogue doit ouvrir la voie à des synergies concrètes entre institutions parlementaires et locales au service d'une Francophonie plus inclusive et opérationnelle.

apf.francophonie.org

